

SVB : LA COMPORTEMENT D'UNE SEULE POURRAIT-IL DICTER LE SORT DE TOUTES ?

Par Deepshikha Singh, Deputy Head of La Française SIR & Head of Stewardship, La Française AM
Fini de rédiger le 22 | 03 | 2023

Les dernières semaines ont été marquées par une vague de paniques dans le secteur bancaire, d'abord aux États-Unis, puis en Europe. Dans un premier temps, c'est Silvergate qui a annoncé sa liquidation volontaire le 8 mars. Cette liquidation s'est transformée en "bank run" sur la SVB, ce qui a conduit la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) à reprendre l'ensemble des dépôts le 10 mars. La panique bancaire s'est ensuite propagée à Signature, qui a été fermée par les régulateurs le 12 mars. Le week-end dernier (18/19 mars), d'autres retombées sont apparues, avec la vente du Crédit Suisse à UBS dans le cadre d'un accord négocié par le gouvernement, et les actions de la First Republic Bank qui ont subi de lourdes pertes en raison de leurs similitudes avec la SVB

Alors que la SVB s'effondrait et que l'on commençait à se demander pourquoi et comment, de nombreux détracteurs de l'ESG (environnement, social et gouvernance) ont profité de l'occasion pour attribuer l'effondrement de la banque à son orientation ESG et à la "woke" (économie du réveil). **Le conseil d'administration de la SVB a été blâmé pour s'être concentré sur ses politiques de diversité et d'inclusion (DEI) plutôt que sur la gestion des risques.**

LA SVB A-T-ELLE CONSACRÉ TROP D'EFFORTS ET D'ATTENTION À L'ESG ET AUX DEI ?

La thèse originelle de l'ESG est de combiner le profit et l'objectif. En termes d'objectif, SVB a joué un rôle essentiel dans le soutien de l'écosystème des start-ups au niveau mondial et a servi principalement des start-ups et des entreprises en phase de pré-investissement comme clients. La banque a permis à de jeunes entreprises, dont la plupart s'efforçaient d'apporter des solutions à des problèmes sociaux et environnementaux urgents, d'opérer sans entrave.

En termes de stratégie ESG, la SVB a mis l'accent sur l'IED, mais elle ne s'est pas limitée au genre ou à la race et a été mise en œuvre parmi les employés et les clients. Selon son rapport sur la responsabilité d'entreprise, le conseil d'administration de la SVB a adopté une approche multidimensionnelle de la diversité et a pris en compte une variété de compétences et d'attributs :

- Expérience dans le secteur, en particulier dans le secteur bancaire et le secteur de la clientèle
- Expertise fonctionnelle, technique ou autre expertise professionnelle
- Le sexe, l'âge ou la diversité raciale/ethnique
- Autres caractéristiques importantes, telles que le statut de vétéran et la diversité géographique

Il convient de préciser que les banques, les entreprises technologiques et en particulier la communauté des start-up, que SVB a servie, sont connues pour leur manque de diversité et, en fait, pour leur longue histoire de discrimination systémique. D'après le dossier de procuration 2022, la haute direction de la SVB était composée de 38 % de femmes (au niveau mondial) et de 38 % de personnes non blanches (aux États-Unis). Au sein de son conseil d'administration, 5 administrateurs sur 11 étaient des femmes (45 %). Cependant, 10 de ces 11 membres du Conseil étaient blancs et 7 étaient âgés de 60 ans et plus. En outre, 11 des 12 membres du conseil d'administration, dont le directeur général, le directeur financier et le directeur de l'exploitation, étaient des hommes et tous les 12 étaient de race blanche. **La banque s'est fixé de bons objectifs pour améliorer la diversité, mais à l'époque, elle n'était certainement pas aussi diversifiée.**

UNE RÉGLEMENTATION PLUS STRICTE AURAIT-ELLE ÉTÉ BÉNÉFIQUE ?

Toutefois, ces exigences réglementaires visent principalement les banques mondiales et systémiques, plutôt que les acteurs régionaux. En 2018, le Congrès américain a assoupli la réglementation Dodd-Frank qui avait été adoptée après la crise financière mondiale et qui aurait obligé une banque comme la SVB à se soumettre à des tests de résistance plus fréquents. L'une des conséquences directes de ces retombées pourrait être la nécessité de renforcer la réglementation bancaire. Certains sénateurs américains réclament déjà une loi pour abroger la déréglementation financière de l'ère Trump. Des appels similaires sont lancés au Royaume-Uni, alors que la City de Londres envisage de revoir sa réglementation bancaire. **Les législateurs pourraient également étendre les exigences minimales en matière de fonds propres aux banques régionales de plus petite**

taille et aux banques de l'ombre, et décourager les comportements à risque en réformant les systèmes de rémunération des banquiers.

Cependant, même s'ils avaient été effectués, ces tests de résistance n'auraient détecté que des risques exotiques ou extrêmes. Ce qui aurait pu être utile dans ce cas, c'est une meilleure supervision systématique.

La banque présentait des lacunes évidentes en matière de contrôle des risques et a divulgué des pertes, bien que non réalisées, dans ses déclarations à la SEC. La Fed de San Francisco, qui a réglementé la société mère, et les régulateurs californiens, qui ont supervisé la banque elle-même, auraient pu exiger de SVB qu'elle augmente son capital l'année dernière, lorsqu'elle était moins vulnérable. Ils auraient également pu demander à la banque d'augmenter les taux de ses comptes d'épargne. Cette mesure aurait érodé les bénéfices, mais elle aurait permis de préserver les liquidités et de maintenir la confiance.

LES GERANTS ET ANALYSTES ESG AURAIENT-ILS PU PRÉVOIR CELA ?

La SVB a été saluée pour ses références durables en tant qu'entreprise, remportant des prix et des reconnaissances pour l'égalité des sexes sur le lieu de travail, la philanthropie et l'investissement responsable. Selon les données de Morningstar, sur environ **900 fonds, 3,3 % des fonds Article 9-SFDR et 2,6 % des fonds Article 8-SFDR étaient exposés à la SVB.**

En tant qu'investisseurs durables, nous attendons avant tout des entreprises dans lesquelles nous investissons qu'elles donnent la priorité à leurs risques ESG les plus importants. Dans le cas des banques, il s'agit de gérer les risques ESG au sein de leur organisation grâce à une gestion des risques efficace et à des pratiques de bonne gouvernance, ce qui leur permettrait de remplir leur fonction principale, à savoir fournir des financements à l'écosystème dans lequel elles opèrent. **Par exemple, lorsque la crise a éclaté, La Française AM n'était pas investi dans Crédit Suisse en raison de ses mauvaises pratiques de gouvernance et de gestion des risques, qui ont été mises en évidence dans nos évaluations ESG.** La banque a fait preuve d'une communication limitée et sélective sur le climat, la stratégie et les questions de gouvernance au sens large. L'implication répétée dans des controverses - grandes et petites - a mis en évidence une mauvaise gestion des risques et une conduite des affaires douteuse (blanchiment d'argent, fraude fiscale et scandales de corruption). La rotation fréquente des dirigeants signifiait que les changements de gouvernance étaient difficiles à mettre en œuvre, ce qui a entraîné une atteinte généralisée à la réputation de l'entreprise.

En y regardant de plus près, on constate que la gouvernance de SVB a donné lieu à quelques signaux d'alarme qui auraient dû alerter les investisseurs et les autorités de régulation. La SVB a eu les mêmes auditeurs pendant plus de 30 ans et, de toute évidence, ils n'ont pas pu avoir une perspective nouvelle sur les problèmes pendant le changement. Le nombre de membres du conseil d'administration ayant une expérience de la gestion des risques **est passé de 11 à 8 en 2022** et la direction **n'a pris aucune mesure après qu'un rapport commandé par Blackrock au début de l'année 2022 a qualifié ses pratiques de gestion des risques de « médiocres ».**

La SVB n'a pas eu de Chief Risk Officer pendant la majeure partie de l'année 2022. Elle disposait toutefois d'une équipe de gestion des risques, d'un cadre de gestion des risques d'entreprise, d'un comité des risques présidé par le président du conseil d'administration, d'un comité du crédit et d'un comité des finances. Selon Bloomberg, le comité des risques, composé de sept membres, s'est réuni 18 fois en 2022, soit plus du double des 7 réunions de 2021. On ne saurait dire pourquoi l'équipe de gestion des risques et les comités du conseil d'administration de la banque n'ont pas su prévoir et couvrir le risque de liquidité croissant.